



**DE L'INFLUENCE MORMONE DANS LA POLITIQUE
ETRANGÈRE D'UNE ÉVENTUELLE
ADMINISTRATION ROMNEY**

PAR CARTER CHARLES

Doctorant-ATER, Civilisation américaine Université de Bordeaux

octobre 2012

DE L'INFLUENCE MORMONE DANS LA POLITIQUE ETRANGERE D'UNE EVENTUELLE ADMINISTRATION ROMNEY

Carter CHARLES / Doctorant-ATER, Civilisation américaine Université de Bordeaux

Mitt Romney l'a fait... ou presque !

« Presque », parce que l'issue des élections américaines n'est pas encore connue. Mais déjà, il s'impose à nous un constat : de tous ceux qui l'ont précédé, il est le premier mormon à être investi par un grand parti politique américain, en l'occurrence le Parti républicain (GOP), pour éventuellement prendre la tête des États-Unis.

Un certain amateurisme en politique révèle de temps à autres les faiblesses de sa stratégie de conquête du pouvoir. On l'a vu pendant les primaires et on le voit encore : ses positions sur certains sujets sont très flottantes, lorsqu'elles ne sont pas totalement floues ; il est le champion, loin devant Joe Biden, des déclarations induisant souvent à conclure à un éloignement définitif de ses chances d'être élu. En même temps, le bilan de Barack Obama est tellement décevant pour les Américains que Romney arrive à rester dans la course, voire à inverser les tendances comme le montrent les sondages au lendemain du premier débat entre les deux hommes.

Pour anticiper une éventuelle administration Romney, on a souvent cherché à savoir ce qu'est réellement sa foi – moins problématique dans cette séquence politique où la religion est plutôt mise en sourdine –, et en quoi celle-ci pourrait influencer ses décisions en matière de politique intérieure. La même question se pose quant à l'orientation que pourrait prendre la politique étrangère américaine si ce mormon venait à obtenir son droit d'entrée à la Maison blanche le 6 novembre prochain.

QUELQUES ELEMENTS DE CONTEXTUALISATION

Il faut certes regarder du côté de l'Église mormone et de ses fidèles, comme nous le proposons ici, pour peut-être commencer à se faire une idée de la politique étrangère que pourrait mener Mitt Romney. Cependant, avant d'entrer dans le vif de ce sujet, posons, le temps de quelques lignes, le contexte de la réalité du mormonisme dans les institutions et la vie politique étasuniennes. Il faut en effet préciser qu'au-delà des deux campagnes présidentielles de Mitt Romney, l'Église mormone, marginalisée par l'opinion et l'Amérique religieuse, est présente depuis au moins 1903 dans les institutions américaines : l'un de ses apôtres, Reed Smoot, a siégé pendant une trentaine d'années au Sénat et est connu pour avoir contribué à définir la fiscalité protectionniste américaine des années 1930 avec la Smoot-Hawley Tariff Act.

Il y a bien d'autres mormons dans les hautes sphères institutionnelles et politiques étasuniennes entre Smoot et Mitt Romney. Nous avons évoqué dans un précédent texte ceux qui avaient été candidats à la Maison blanche et qui ont été ministres¹, parmi lesquels Michael Leavitt, ancien ministre de la santé de Bush et actuellement en charge de l'équipe de transition de Romney. Orrin Hatch, l'un des anciens candidats mormons à la présidence, devrait débiter son sixième mandat de sénateur à la prochaine reprise des travaux du Congrès. Hatch devrait battre le record de longévité d'un mormon au Sénat (36 années consécutives par rapport aux 32 de Smoot) s'il va jusqu'au bout de ce mandat. Il est cependant loin d'être le seul législateur mormon. Quinze mormons siègent actuellement au Congrès : neuf représentants et six sénateurs². Certains de ces mormons ont présidé ou siègent dans des commissions puissantes et très convoitées : Hatch a par exemple présidé la commission des affaires juridiques. Le représentant Jason Chaffetz (Utah) préside la Sous-commission de Sécurité Intérieure, de Défense et des Opérations Étrangères de la Chambre. Il enquête en ce moment même pour connaître les conditions et les failles ayant conduit à l'assassinat des diplomates américains à Benghazi. Le plus en vue de ces élus mormons au

¹ Cf. « Mitt Romney, Jon Huntsman : ces mormons qui veulent déloger Barack Obama » : <http://www.iris-france.org/analyse/geopolitique-religieux-article.php?numeroGR=32>.

² L'un de ces sénateurs, Dean Heller, républicain et précédemment représentant du Nevada, a été désigné en avril 2011 par le gouverneur de l'État, qui n'est pas mormon, pour finir le mandat de John Ensign, également non mormon. Ce dernier avait du démissionner. Heller, en poste jusqu'aux prochaines élections, devrait pouvoir transformer sans trop de difficultés sans « nomination » en « élection ».

cœur du pouvoir législatif américain reste néanmoins le sénateur Harry Reid, du Nevada³. L'un des quatre hommes forts de l'Amérique, il est le chef de file de la majorité démocrate au Sénat, c'est-à-dire l'homme à la manœuvre pour donner substance aux programmes d'Obama, dont le « Affordable Care Act » (Obamacare).

La liste de sénateurs mormons n'est pas seulement donnée pour montrer la légitimation des mormons dans la politique intérieure américaine. Car, faut-il le rappeler, le Sénat américain est constitutionnellement investi d'un droit de regard et décision non seulement sur la politique intérieure américaine, mais également sur la politique étrangère pour la ratification des traités internationaux, la confirmation des ambassadeurs, etc. (cf. Art. II-2 de la Constitution). Et la nomination récente par Barack Obama de deux mormons comme ambassadeurs, Robert S. Beechcroft pour l'Irak et Matthew Tueller pour le Koweït⁴, doit aussi nous rappeler que les mormons font aussi partie des corps diplomatiques américains et que l'Amérique leur fait confiance pour la représenter dans le monde.

En réalité, les mormons sont prisés aussi bien par les démocrates que par les républicains. Au-delà de l'administration Obama, celle de Ronald Reagan, suivie de celle de George Bush, Jr. ont nommé plus de mormons à des postes-clés qu'une éventuelle administration Romney pourrait oser le faire par peur d'être soupçonnée de mettre en œuvre un projet politique mormon. A titre d'exemple de personnes nommées par Bush et non remplacées par Obama, qui doit être satisfait de leur travail, citons l'actuel directeur du FBI, Robert S. Mueller III, mormon nommé en 2001, après le 11 septembre. Le Chief Information Officer au FBI, donc bras droit de Mueller, est un autre mormon du nom de Darwin John. Avant ces postes, Mueller et Darwin travaillaient pour l'Église mormone. La liste n'est bien entendu pas exhaustive.

³ Depuis la nomination de Heller, le Nevada est devenu le deuxième État américain après l'Utah à envoyer deux sénateurs mormons au Congrès ; avec toutefois la différence que les mormons sont loin de jouir de la même représentation démographique dans le Nevada.

⁴ Barack Obama a désigné en septembre dernier un « True Blue Mormon », mormon jusqu'aux os, du nom de Robert S. Beechcroft pour diriger la mission diplomatique américaine en Irak. Cet ancien missionnaire en Argentine avait fait une partie de ses études à BYU et à Berkeley. Nommé pour la première fois par Bush, Jr., il a été ambassadeur en Jordanie de 2008 à 2011 avant de rejoindre la mission diplomatique américaine en Irak où il était Chargé d'affaire jusqu'à sa nomination par Obama. Tueller est également un ancien missionnaire et diplômé de BYU.

Même si on découvre maintenant le mormonisme en raison du contexte politique et médiatique, il faut se garder de croire que les mormons sortent seulement maintenant des bords du Lac Salé pour s'engager au service de l'Amérique. Il relève en fait du devoir religieux pour les mormons américains de servir l'Amérique et de défendre ce qu'elle incarne à l'extérieur.

L'ÉGLISE MORMONE ET L'AMÉRIQUE DANS LE MONDE

Car l'exceptionnalisme américain est un fait divin pour l'Église mormone. Plusieurs idéaux appartenant à la « religion civile » sont frappés d'un degré supérieur de sacralité dans le mormonisme que dans le reste de la société américaine. Il est ainsi inscrit noir sur blanc dans ses textes saints que la Constitution est inspirée de Dieu⁵. Cet imprimatur divin doit certainement alimenter la fameuse légende du Chevalier Blanc mormon qui viendrait sauver l'Amérique et la Constitution menacées. Certains mormons, dont le polémiste Glenn Beck, y croient et y font allusion mais elle n'a jamais été reconnue par l'Église mormone. En revanche, l'Amérique est bien identifiée dans ses écrits comme une terre d'élection où se rassembleront les élus des quatre coins du globe.

Bien évidemment, comme tout groupe religieux à prétentions universalistes, l'Église mormone s'intéresse à ce qui se passe dans le monde, en particulier pour ce qui relève de la liberté religieuse. Il est enjoint aux mormons de s'enquérir « des choses qui se passent au pays, des choses qui se passent à l'étranger; des guerres et des perplexités des nations » (D&A 88 :79-80). On n'imagine donc pas l'institution se désintéresser de ce qui se passe dans le monde.

Officiellement, il n'y a pas d'écoles mormones consacrées à l'étude des « perplexités des nations ». Officieusement, la réponse est évidemment oui. La première école est l'éducation religieuse. A l'instar du reste de l'Amérique religieuse, les petits mormons américains reçoivent une éducation plutôt binaire du monde : il y a le bien et le mal et on se bat pour préserver le bien. Le message spirituel du Livre de Mormon, l'un de leurs livres sacrés, est

⁵ Cf. Doctrine & Alliance 101 :80. Ci-après « D&A » suivi de référence.

bien souvent imperceptible, cédant le pas à des conflits décrits sur plusieurs chapitres. Le caractère du jeune mormon est entre autres forgé par les histoires de vaillants guerriers qui, à travers ces conflits, affrontent tyrans et autres armées du mal assoiffés de pouvoir, au péril de leur vie, pour défendre familles, liberté, religion et patrie. Tout cela n'est pas sans rappeler le patriotisme né de la guerre d'indépendance américaine.

L'autre école par excellence d'apprentissage du monde pour les mormons est leur expérience missionnaire. Elle contribue le plus souvent à leur donner une vision moins dichotomique du monde. Les expériences missionnaires de Mitt Romney (en France) et de Jon Huntsman (à Taiwan) n'ont à l'évidence pas produit les mêmes effets d'apprentissage et d'appréciation des pays où ils ont œuvré. David Neeleman, le fondateur et PDG de la compagnie aérienne Jet Blue et de sa filiale brésilienne Azul, avait été missionnaire au Brésil. Et il y a encore une foultitude d'autres exemples de mormons, anonymes et célèbres, dont la carrière et le parcours de vie ont été influencées par l'expérience missionnaire. En tout état de cause, les jeunes mormons américains acquièrent aussi de par la mission un bagage culturel et la maîtrise d'une langue étrangère, des éléments non négligeables pour Washington et les services de renseignement. On se demande d'ailleurs s'il n'y a pas un lien de causalité avec la construction du plus grand centre de renseignement et d'analyse de données de la NSA en « pays mormon »⁶.

Outre ses textes qui sacralisent l'Amérique, l'Église de Salt Lake envoie parfois des signaux contradictoires et fait le grand écart lorsqu'il s'agit de passer de la déclaration prophétique à la pratique sur le rôle que doit jouer le pays dans le monde. Elle s'est vigoureusement opposée à l'installation de bases itinérantes de missiles intercontinentaux en Utah pendant la guerre froide. Cette position claire contre la prolifération d'armes et contre la guerre fut moins affirmée par la suite. Il ne semble pas que Gordon Hinckley, feu le président de l'Église mormone, ait essayé de dissuader George Bush, Jr. de partir en guerre en Afghanistan lorsqu'il fut informé de ses intentions après les attaques du 11 septembre 2001⁷. De même, l'Église a préféré s'affirmer neutre sur l'incursion américaine en Irak. Et si elle dénonce le

⁶ Même la très conservatrice et patriote Fox News s'est interrogée sur l'objectif du gigantesque centre : <http://www.foxnews.com/tech/2012/04/02/is-nas-massive-new-spy-center-watching/>.

⁷ Hinckley avait été consulté par Bush en personne au même titre que d'autres grands dignitaires religieux américains.

mal que représente la guerre, elle promet aussi la responsabilité individuelle et le devoir des fidèles vis-à-vis des lois de leurs pays respectifs, même les lois appelant à prendre les armes.

MITT ROMNEY, SES CORELIGIONNAIRES AMERICAINS ET LE MONDE

Les mormons américains sont à près de 75% républicains et conservateurs. Il y a tout naturellement un rapport de causalité entre leur adhésion aux idéaux de leur pays et l'instruction religieuse qu'ils reçoivent. Le fait qu'ils soient religieusement validés dans leurs devoirs de citoyens renforce même cette adhésion. Défendre et promouvoir dans le monde les valeurs américaines devient dès lors plus facile. D'où une forte conviction du leadership que doit prendre l'Amérique pour apporter la démocratie dans le monde. Patriotes, beaucoup de mormons américains ont tendance à voir dans les silences ou déclarations de neutralité de l'Église mormone un « go ahead », un feu vert pour partir en guerre et promouvoir la liberté et la démocratie dans le monde. L'un des plus grands spécialistes américains des questions de liberté religieuse se trouve justement être un mormon du nom de Cole Durham, diplômé de Harvard et en poste à la Brigham Young University, temple du savoir séculier de l'Église. Son pédigrée est celui d'un juriste américain résolument engagé, qui conseille plusieurs Etats sur la liberté religieuse⁸. L'ex-sénateur d'Oregon, Gordon Smith, issu d'une grande famille mormone, n'avait pas hésité à faire voter une loi obligeant le président américain à sanctionner financièrement la Russie en raison de sa tiédeur sur la liberté religieuse.

Quant à Mitt Romney, la politique étrangère qu'il mènerait, s'il était élu, est l'un des rares sujets sur lequel il n'a pas changé de discours et pour lequel on peut avoir des certitudes. Ses interventions sur les questions de politique étrangère et son livre-programme, *No Apology* (Point d'excuse) au sous-titre *The Case for American Greatness* (Le plaidoyer pour la grandeur américaine) montrent qu'il devrait être un pragmatique – comment faire autrement, d'ailleurs ? – combinant à la fois politique « soft » et l'approche « tough » (dure).

⁸ Cf. son profil sur le portail de la faculté de droit J. Reuben Clark de l'université Brigham Young : <http://www.iclrs.org/index.php?blurblid=76>.

➤ L'approche « soft » selon Romney

Sur le premier point, il estime que l'Amérique a sous-utilisé son potentiel de persuasion par rapport au poids économique du pays. (Il se trouve que la persuasion, est l'une des qualités que les missionnaires mormons apprennent et maîtrisent bien.) Dans le domaine économique, la sous-performance en matière de persuasion aurait résulté en des échecs quasi-systématiques à gagner les litiges portés devant l'OMC ou à dissuader la Chine de soutenir le Soudan ou l'Iran, par exemple. Donc, selon lui, l'Amérique devrait mener des négociations plus fermes, être plus convaincante pour avoir le dernier mot, et faire de la Chine un partenaire durable.

Le président Romney ne serait pas un fervent partisan de l'ONU, souvent décriée des conservateurs pour sa lenteur. Son colistier a d'ailleurs avancé cet argument à plusieurs reprises lorsqu'il a débattu avec Joe Biden sur le dossier de la Libye. Même si ce ne serait pas systématique, la préférence de Romney pour une diplomatie « soft power » consisterait à contourner le plus possible la bureaucratie des grandes institutions internationales pour travailler davantage avec les pays alliés.

En troisième lieu, et toujours dans la diplomatie « soft », Romney estime qu'il faudrait capitaliser sur l'« American appeal », l'attraction pour les États-Unis. Cela passerait par la promotion à l'étranger de ce par quoi on découvre le plus facilement l'Amérique, la culture (musique, cinéma, mode, etc.), et la facilitation des procédures pour permettre aux meilleurs candidats aux études supérieures et à la recherche d'entrer aux États-Unis. L'objectif sur ce dernier point étant d'accroître la compétitivité du pays tout en alimentant un bassin de futurs dirigeants et de décideurs amis des États-Unis dans le monde. On reconnaît dans cette idée la stratégie mormone de pénétration de certains pays par l'extérieur, c'est-à-dire à travers ses nationaux vivant à l'étranger. On sait par exemple que l'Église mormone est arrivée en Corée du Sud grâce à un jeune chercheur sud-coréen du nom de Kim Ho Jik, envoyé approfondir ses recherches aux États-Unis. De retour dans son pays d'origine, sa notoriété (il a été ministre) lui a permis de faciliter l'arrivée et la reconnaissance officielle de l'Église mormone par les autorités. L'histoire de Ho Jik fut

relatée en 1997 dans un documentaire largement diffusé par l'Église mormone. Ce n'est peut-être pas la seule source possible pour son projet d'accueillir des chercheurs étrangers mais on ne peut pas non plus exclure que Mitt Romney ait visionné ce documentaire.

➤ L'approche « tough »

Mitt Romney veut aussi une Amérique puissante, qui s'impose au lieu de se voir dicter son rôle ; une Amérique qui soit capable de se protéger et de protéger ses alliés, et qui soit interventionniste. Pour ce faire, il dit vouloir investir massivement dans le domaine militaire. Il est convaincu que la puissance américaine est aussi une bonne chose pour le monde. En plus de la dissuasion, une supériorité militaire accrue serait, de son avis, un outil de promotion de la liberté et des droits humains ; elle pourrait empêcher les génocides et la maltraitance des femmes. Romney reproche d'ailleurs à Obama de s'être fait flouer par les Russes sur la réduction des armes. Et comme en politique intérieure, pour lui, Obama a échoué en matière de politique étrangère. Plus que « soft », dans le sens péjoratif du terme, Obama représenterait une rupture avec des principes et plusieurs décennies de politique étrangère américaine. Pour Romney, c'est un président qui aurait tacitement légitimé l'anti-américanisme en exprimant des regrets et des excuses pour les méfaits « réels ou supposés » de l'Amérique dans le monde. Pas étonnant que le candidat républicain se soit empressé de reprocher à Obama et à son administration de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour protéger les ressortissants et diplomates américains assassinés dernièrement à Benghazi.

L'objectif de Mitt Romney d'augmenter le budget militaire américain et d'avoir une Amérique plus « assertive », si l'on peut se permettre cet anglicisme, a conduit Joe Biden à reprocher à plusieurs reprises Paul Ryan, le colistier de Romney, de vouloir renouer avec une politique des « bottes » et des « tanks » et de vouloir ouvrir de nouveaux fronts de guerre dans le monde. Certes, tout porte à croire que la politique étrangère d'un président Romney devrait être la poursuite de la paix par la dissuasion et par la force. Mais, malgré ses préoccupations face à la montée en puissance de la Chine, face à la politique de reconstitution de l'ancienne URSS par la Russie de Poutine, il estime peu probable l'idée de confrontations directes avec ces Etats. Ses préoccupations immédiates devraient être de

faire face à l'expansion des jihadistes qui ont tout intérêt, pense-t-il, à ce que l'on ne parvienne pas à un accord de paix dans le dossier israélo-palestinien.

Sa politique étrangère s'inscrirait aussi dans la continuité de ce que l'on a vu avec George Bush, y compris sur des dossiers brûlants sur lesquels l'ONU traîne les pieds. C'est le cas du dossier nucléaire iranien qu'il considère comme une menace pour l'Amérique et ses alliés, et du dossier des rebelles syriens que lui, Romney, entend appuyer. Quant au dossier israélo-palestinien, les signaux qu'il a donnés jusque là donnent à penser qu'il pèserait de tout son poids pour obtenir un accord de paix, dans l'intérêt d'un Israël délaissé par Obama, selon lui. Ses anciennes affinités professionnelles avec Benjamin Netanyahu pourraient peut-être faciliter le dénouement de la situation⁹.

En matière de stratégies économiques et énergétiques, ce devrait être un retour à une géopolitique plus régionaliste. Pour asseoir l'indépendance des États-Unis vis-à-vis de l'économie chinoise et du pétrole des pays du Golfe, Romney envisagerait un bloc des Amériques dans lequel le traité ALENA (accords de libres échanges économiques États-Unis, Canada et Mexique) serait réactualisé et élargi pour y inclure d'autres pays de la région dont le Brésil. Il n'est pas certain que ses déclarations d'intention soient seulement des promesses de campagne à l'endroit de l'électorat hispanique. Il semble en effet être très favorable à ce recentrage régional qui devrait aussi permettre de donner un coup de fouet à l'économie du continent, solutionnant par la même occasion le problème de l'immigration clandestine en provenance des pays d'Amérique latine. Cette hypothétique solution de gagnant/gagnant devrait être le maximum possible pour Romney qui, à l'inverse de Reed Smoot, son coreligionnaire au début du XXe siècle, n'aime pas l'enfermement national et le protectionnisme économique. Une telle solution lui permettrait de ne pas se mettre à dos les antis-immigration de son parti tout en préconisant une approche humaine et chrétienne de la question de l'immigration clandestine. En cela, il se présente comme plus pragmatique et plus en phase avec l'Église mormone que la majorité de ses coreligionnaires de l'Arizona et de l'Utah qui sont pour les contrôles d'identité et les reconduites aux frontières¹⁰.

⁹ L'éventualité d'une présidence Romney n'est peut-être pas étrangère à la récente annonce de Netanyahu de tenir des élections législatives anticipées, pour lesquelles il est le grand favori.

¹⁰ Communiqué de presse de l'Église accessible via <http://www.mormonnewsroom.org/article/immigration-church-issues-new-statement>.

CONCLUSION

On est fondé à affirmer que le zèle patriotique qui anime Mitt Romney et sa vision de l'Amérique dans le monde lui viennent de son éducation mormone. Il paraît même paradoxal que cette religion jadis considérée comme séparatiste, « un-American », antinomique à l'Amérique, ait produit un homme aussi profondément américain que lui. En même temps, l'américanité de Mitt Romney nous rappelle justement qu'il est avant tout, osons la tautologie, un citoyen des États-Unis et que sa vision du monde n'est pas à mettre uniquement au crédit du mormonisme. Il nous faut donc souligner, pour finir, que le projet de politique étrangère qu'il porte est aussi une vision personnelle qui s'inscrit dans une stratégie plus globale pour accéder au pouvoir. Ce n'est pas la vision de Jon Huntsman ou d'Harry Reid, pourtant tout aussi pratiquants que Romney. Au-delà de ses croyances mormones, le projet de politique étrangère de Mitt Romney reflète aussi et surtout les attentes d'une Amérique traumatisée par le 11 septembre et qui refuse de céder la place qu'elle a occupée au cours des derniers siècles alors qu'une nouvelle géopolitique mondiale se dessine.■

DE L'INFLUENCE MORMONE DANS LA POLITIQUE ETRANGERE D'UNE EVENTUELLE ADMINISTRATION ROMNEY

Carter CHARLES / Doctorant-ATER, Civilisation américaine Université de Bordeaux

OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE DU RELIGIEUX / octobre 2012

Observatoire dirigé par Nicolas Kazarian, chercheur associé à l'IRIS

kazarian@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

iris@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info